

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 2 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTILLERIE GRANDE CHAMPAGNE

3 rue de chez Bertaudaud
16130 Segonzac

Références : [2026_283_UbD16-86_Env](#)

Code AIOT : 0007210344

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement DISTILLERIE GRANDE CHAMPAGNE implanté 3 RUE DE CHEZ BERTAUDAUD 16130 Segonzac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE GRANDE CHAMPAGNE
- 3 RUE DE CHEZ BERTAUDAUD 16130 Segonzac
- Code AIOT : 0007210344
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL Distillerie de la Grande Champagne a déclaré l'exploitation d'un site ICPE au lieu-dit Chez Bertaudaud composé des installations suivants (Accusé de réception de déclaration d'existence n°2397 du 15 décembre 1998) :

- Une distillerie de 2 alambics de 25 hl – régime D de la rubrique 2250 – parcelle B 118
- Un chai de capacité 2 546 hl – régime DC de la rubrique 4755 – parcelle B 118
- Un chai de capacité 806 hl régime – DC de la rubrique – parcelle B 124

L'inspection des installations classées a reçu un signalement de la gendarmerie le 6 janvier 2026 concernant le déversement de vinasses dans un bassin de gestion et infiltration des eaux pluviales. Le 20 février 2026, la gendarmerie a informé l'inspection que ce bassin d'eau pluviales est à l'origine d'une infiltration d'eau dans la maison voisine et de ce fait le voisin a porté plainte. Les constats du présent rapports réalisés lors d'une visite le 25/02/2026 par l'inspection des installations classées accompagné par la gendarmerie ont été réalisés en l'absence de l'exploitant.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stockage et gestion des vinasses	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article 5.10.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article c (annexe II)	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article f (annexe II)	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Déchets inertes	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit justifier qu'il a cessé le déversement des vinasses dans le milieu naturel et qu'il a procédé à un épandage, en fournissant son cahier d'épandage mentionnant les opérations effectuées en janvier et février 2026.

Concernant l'entreposage de déchets inertes constaté sur la parcelle B 136, l'exploitant doit les évacuer vers une filière adaptée.

Concernant la problématique de l'inondation de la maison riveraine par le bassin d'infiltration des eaux pluviales et la plainte déposé par son occupant, l'inspection considère que le litige relève d'une juridiction civile.

Dans la suite du présent rapport, la société Distillerie de la Grande Champagne, représentée par sa gérante sera désigné comme « l'exploitant ».

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage et gestion des vinasses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article 5.10.2
Thème(s) : Risques chroniques, pollutions

Prescription contrôlée :**I. (...)**

Pour les installations fonctionnant par campagne de distillation ou de manière saisonnière, la capacité minimale de stockage des vinasses lorsqu'elles sont épandues est de 50 % de la quantité de vin distillé au cours de la campagne de distillation, diminuée de la quantité de vinasses traitée par un procédé autre que l'épandage. Dans le cas où des effluents vinicoles sont stockés avec les vinasses, la capacité minimale de stockage est augmentée de 0,2 m³ par m³ de vin produit par les installations vinicoles du site. De plus, l'exploitant identifie les installations de traitement du déchet ou de l'effluent auxquelles il peut faire appel en cas de dépassement de ces capacités de stockage du déchet ou effluent.

II. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.

III. Le stockage des vinasses est étanche et résistant aux agressions chimiques et thermiques des effluents. L'exploitant vérifie régulièrement et au moins une fois par an l'état de l'étanchéité du stockage.

Constats :

Le site exploité par la Distillerie de la Grande Champagne à Segonzac est équipé d'un bassin étanche de stockage des vinasses de 750 m³ localisé sur la parcelle B 136.

Le 6 janvier 2026, la brigade de gendarmerie de Chateaufort-sur-Charente a informé l'inspection des installations classées du déversement, par pompage, des vinasses issues du bassin à vinasses vers un autre bassin naturel (non étanche) localisé sur la même parcelle B 136 appartenant à l'exploitant, à priori dédié au stockage et à l'infiltration des eaux pluviales.

Suite à ce signalement, l'inspection des installations classées a par un courrier du 8 janvier 2026 demandé à l'exploitant de cesser ce déversement illégal et de transmettre son plan d'épandage.

Par un courriel en date du 21 janvier 2026, l'exploitant a transmis son plan d'épandage et une photo faisant apparaître le pompage des vinasses stockées dans le bassin à vinasses par une tonne à lisier sans préciser la destination de ce chargement.

Le jour de la présente inspection, le bassin à vinasses était partiellement rempli. Il a été constaté que le bassin est entouré d'une clôture et est accessible par un portail. Ce portail était ouvert le jour de la visite et cela sans que l'exploitant ne soit présent sur site.

Le bassin de gestion des eaux pluviales est rempli d'eau de pluie, ce qui a vraisemblablement dilué les vinasses rejetées dans ce bassin début janvier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier à l'inspection des installations classées que :

- il a identifié une ou des installations de traitement du déchet ou de l'effluent auxquelles il peut faire appel en cas de dépassement de ces capacités de stockage du bassin à vinasses ;
- il réalise annuellement une vérification de l'étanchéité du bassin à vinasses.

<p>Le déversement des vinasses dans le milieu naturel est un manquement à l'article 5.10.2 de l'arrêté ministériel du 25 mai 2012 car l'arrêté interdit cette pratique. Il conviendra que l'exploitant démontre qu'il a effectivement cessé ce déversement illégal à compter de la réception du courrier du 8 janvier 2026 de l'inspection des installations classées. Cela pourra être démontré à travers le cahier d'épandage (cf point de contrôle N°3 ci-dessous).</p> <p>L'exploitant est tenu de fermer le portail d'accès au bassin à vinasses à clé lorsqu'il est absent.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article c (annexe II)
Thème(s) : Risques chroniques, pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b) Étude préalable à l'épandage</p> <p>Une étude préalable d'épandage précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des déchets ou des effluents au regard des paramètres définis au point g.2 ci-après, l'aptitude du sol à les recevoir, et le plan d'épandage détaillé ci-après. Cette étude justifie la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées et les documents de planification existants, notamment les plans prévus à l'article L. 541-14 du code de l'environnement et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux, prévus aux articles L. 212-1 et 3 du code de l'environnement.</p> <p>L'étude préalable comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets ou des effluents à épandre : quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique au regard des paramètres définis au point g.2 ci-après, état physique, traitements préalables (déshydratation, pressage, chaulage...) en distinguant les formes liquides, pâteuses ou solides ; - l'indication des doses de déchets ou des effluents à épandre selon les différents types de culture à fertiliser et les rendements prévisionnels des cultures ; l'exploitant démontre en particulier qu'il dispose des surfaces suffisantes pour respecter pour l'azote les règles de la fertilisation équilibrée dans la limite des capacités exportatrices des cultures ; - l'emplacement, le volume, les caractéristiques et les modalités d'emploi des stockages de déchets ou des effluents en attente d'épandage ; l'identification des filières alternatives d'élimination ou de valorisation ; - la description des caractéristiques des sols notamment au regard des paramètres définis au II du point g.2 ci-après, au vu d'analyses datant de moins de moins de trois ans ; - la localisation, le volume et les caractéristiques des ouvrages d'entreposage ; - la démonstration de l'adéquation entre les surfaces agricoles maîtrisées par les exploitant ou mises à sa disposition par des prêteurs de terre et les flux de déchets ou des effluents à épandre (productions, rendements objectifs, doses à l'hectare et temps de retour sur une même parcelle périodes d'interdiction d'épandage....). <p>c) Plan d'épandage</p> <p>Au vu de cette étude préalable, un plan d'épandage est réalisé ; il est constitué :</p>

- d'une carte à une échelle minimum de 1/12500 (ou toute autre échelle plus adaptée) permettant de localiser les surfaces où l'épandage est possible compte tenu des surfaces exclues de l'épandage (cf. notamment d règles d'épandages). Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer, ainsi que les zones exclues à l'épandage, les points de référence et les zones homogènes telles que définies au point g ;
- d'un document mentionnant l'identité et l'adresse des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant, précisant notamment leurs engagements et responsabilités réciproques ;
- d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, les numéros d'îlots de référence PAC ou à défaut les références cadastrales, la superficie totale et la superficie épandable, ainsi que le nom de l'exploitant agricole.

L'étude préalable et le plan d'épandage sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils lui sont adressés sur sa demande.

Constats :

L'exploitant a transmis le 21 janvier 2026, un plan d'épandage réalisé au nom de la SARL de Chez Moreau.

Il convient de corriger ce plan d'épandage et de le mettre au nom de l'exploitant effectif de la Distillerie (SARL Distillerie de la Grande Champagne). En effet pour l'exploitation de la distillerie localisée au 3 rue de Chez Bertaudaud, la raison sociale déclarée est la SARL Distillerie de la Grande Champagne.

Les installations dont font l'objet le plan d'épandage sont bien les installations exploitées par la Distillerie de la Champagne (une distillerie de 2 alambics de 25 hl), domiciliées au 3 rue de Chez Bertaudaud.

Un contrat devra être souscrit entre l'exploitant et les prêteurs de terres, précisant notamment leurs engagements et responsabilités réciproques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il conviendra de mettre à jour le plan d'épandage afin de désigner la bonne société exploitante de la distillerie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article f (annexe II)
Thème(s) : Risques chroniques, pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>f) Cahier d'épandage Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant, à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans, comporte pour chacune des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues : - les surfaces effectivement épandues ; - les références parcellaires ; - les dates d'épandage ; - la nature des cultures ; - les volumes et la nature de toutes les matières épandues au titre du présent plan d'épandage de l'ICPE ; - les quantités d'azote global épandues au titre du présent plan d'épandage de l'ICPE ; - l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage. Ce cahier d'épandage est renseigné de manière inaltérable à la fin de chaque semaine au cours desquelles des épandages ont été effectués. Lorsque les déchets ou les effluents sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage et au moins une fois par semaine. Il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes et les quantités d'azote global épandues. Une synthèse annuelle du cahier d'épandage, réalisée selon le format de l'annexe VI de l'arrêté du 8 janvier 1998, est adressée à la fin de chaque année civile aux utilisateurs des matières épandues et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées pendant dix ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'était pas sur site. Le cahier d'épandage n'a pas pu être consulté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le cahier d'épandage rempli sur la période de début janvier 2026 à la date du présent rapport, en précisant en annexe la période durant laquelle des vinasses ont été rejetées dans le bassin de récupération des eaux pluviales et les volumes correspondant.</p> <p>Il conviendra pour l'exploitant de réaliser une synthèse annuelle du cahier d'épandage conformément à la présente prescription. La synthèse de l'année 2026 devra être transmise en fin d'année à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : 7.1 Récupération. - Recyclage. - Élimination L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. 7.2. Contrôles des circuits L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration d'élimination de déchets et de bordereau de suivi dans les conditions fixées par la réglementation.
Constats : Il a été constaté sur la parcelle B 136 appartenant à l'exploitant, le stockage de déchets inertes composés de déchets issus de chantiers : gravats, pierres, terres, tuiles en terre cuites. Certaines parties du dépôt sont recouvertes d'herbes ce qui laisse présumer que le dépôt existe depuis une longue durée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il conviendra pour l'exploitant d'évacuer les déchets entreposés sur la parcelle soit vers une filière de revalorisation soit vers une installation de stockage de déchets inertes. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments permettant de justifier la destination de ces déchets (bon d'enlèvements, bordereaux de suivi...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois